

BATTRE L'EXTRÊME DROITE ET FAIRE ENTENDRE NOS EXIGENCES SOCIALES !

Le score de l'extrême droite n'a jamais été aussi élevé. Marine Le Pen est désormais en position d'accéder au pouvoir. Malgré sa stratégie de banalisation des idées d'extrême droite, le Rassemblement national porte toujours des orientations racistes, sexistes et homophobes en contradiction frontale avec notre démocratie et notre République. Sous un affichage social, son programme vise pourtant à affaiblir les services publics et la sécurité sociale et à favoriser les actionnaires au détriment des droits des travailleur·se·s.

**L'Histoire le montre,
il y a une différence
de nature entre des partis qui
s'inscrivent dans les alternances
républicaines, qui accèdent
au pouvoir et le cède, et ceux
qui, une fois arrivés par
les urnes, confisquent nos
institutions et refusent
de rendre le pouvoir.**

PAS UNE VOIX
NE DOIT ALLER À
L'EXTRÊME DROITE.
NOUS LA COMBATTONS
DANS LA RUE
ET DANS LES URNES

Mais Emmanuel Macron doit prendre ses responsabilités. Il a voulu ce tête-à-tête. Son quinquennat antisocial a fait monter l'extrême droite comme jamais.

Sa proposition de porter l'âge de la retraite à 64 ou 65 ans constitue une ligne rouge. Pour que le score de l'extrême droite soit le plus faible possible, Macron doit entendre les exigences sociales qui se sont exprimées au premier tour, à commencer par la retraite à 60 ans à taux plein.

Nous ne signerons pas de chèque en blanc : pour faire entendre nos aspirations sociales et environnementales, nous nous mobiliserons le 1^{er} mai et nous voterons aux élections législatives. Plus encore, nous nous organiserons dans la durée pour faire reculer les idées racistes et les politiques austéritaires.

Notre professionnalisme primera et quoi qu'il arrive, nous refuserons de mettre en œuvre des directives discriminantes ou dangereuses pour l'intérêt général.

Pour un changement de cap social toutes et tous dans la rue le 1^{er} mai

La mobilisation du 1^{er} mai est centrale :

- pour dire que personne n'a mandat pour remettre en cause nos retraites ou pour casser à nouveau le code du Travail ;
- pour montrer la solidarité des travailleuses et des travailleurs et exiger la paix en Ukraine et la liberté en Russie ;
- pour faire entendre nos exigences sociales et environnementales.

La retraite à 64 ou 65 ans, c'est non !



Une réforme qui ne répond à aucune nécessité économique.

Les chiffres du Conseil d'orientation des retraites sont clairs : du fait des précédentes réformes régressives, la part des retraites dans le PIB va baisser. Le report de l'âge légal à 64 ou 65 ans ne répond donc pas à un besoin de financement.



Une réforme injuste qui va faire chuter les pensions.

❖ Seules 38 % des personnes de plus de 60 ans sont en emploi. Reporter encore l'âge de départ n'augmentera pas l'emploi de seniors mais fera chuter les pensions qui sont déjà de plus en plus faibles du fait des précédentes réformes. Pour un cadre, la pension totale représentait 72 % de son salaire de fin de carrière en 1990, elle n'est plus aujourd'hui que de 67,2 % et ne représentera plus que 51 % en 2062*.

❖ L'espérance de vie en bonne santé stagne à 64 ans.

*(Source : Agirc-Arrco).



La retraite à 60 ans avec 75 % de son dernier salaire c'est possible.

Pour la financer il faut par exemple : instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, mettre à contribution l'intéressement, la participation et l'épargne salariale, et augmenter les cotisations patronales.

Nous voulons :



Augmenter les salaires et reconnaître les qualifications.

L'inflation complique les fins de mois pour de plus en plus de salarié-e-s. En l'absence de mécanisme automatique de revalorisation des grilles, les qualifications sont niées et les cadres et professions intermédiaires sont toujours plus nombreux à être déclassés et payés autour du Smic, les autres étant renvoyés vers des augmentations individuelles et discrétionnaires. La CGT propose notamment de rétablir l'échelle mobile des salaires (qui existait aujourd'hui en Belgique et en France jusqu'en 1983) pour répercuter l'augmentation du Smic sur l'ensemble des salaires.



Des services publics au service de l'intérêt général.

La pandémie l'a démontré : nous avons besoin d'hôpitaux, d'écoles, de maisons de retraites, de chercheurs... Au lieu de payer des cabinets de conseil des millions d'euros pour imposer le Wall Street management, il faut donner aux agent-e-s publics les moyens de remplir leur mission d'intérêt général. Reconnaître et rémunérer les qualifications, recruter pour répondre aux besoins de la population !



Reprendre la main !

Seule-s, nous sommes enfermée-s dans l'injonction à « *se soumettre ou se démettre* ». Collectivement, nous pouvons faire changer la donne en utilisant nos savoirs et nos savoir-faire, en agissant à partir nos responsabilités professionnelles et des informations et leviers stratégiques auxquels nous avons accès. Débattons-en sur nos lieux de travail, avec nos collègues, nos ami-e-s ; syndiquons-nous pour pouvoir être professionnellement engagés et socialement responsables.

De l'argent, il y en a...

EN 2021 69,4 MILLIARDS
D'EUROS ONT ÉTÉ VERSÉS
AUX ACTIONNAIRES DU CAC40,
UN MONTANT RECORD
QUI PERMETTRAIT
DE RÉMUNÉRER 1,94 MILLION
DE SALARIÉ-E-S
AU SALAIRE MÉDIAN !

(35 804€ / an, cotisations
patronales incluses).



BATTRE L'EXTRÊME DROITE

ET FAIRE ENTENDRE

NOS EXIGENCES SOCIALES !

Le score de l'extrême droite n'a jamais été aussi élevé. Marine Le Pen est désormais en position d'accéder au pouvoir. Malgré sa stratégie de banalisation des idées d'extrême droite, le Rassemblement national porte toujours des orientations racistes, sexistes et homophobes en contradiction frontale avec notre démocratie et notre République. Sous un affichage social, son programme vise pourtant à affaiblir les services publics et la sécurité sociale et à favoriser les actionnaires au détriment des droits des travailleur·se·s.

**L'Histoire le montre,
il y a une différence
de nature entre des partis qui
s'inscrivent dans les alternances
républicaines, qui accèdent
au pouvoir et le cède, et ceux
qui, une fois arrivés par
les urnes, confisquent nos
institutions et refusent
de rendre le pouvoir.**

PAS UNE VOIX
NE DOIT ALLER À
L'EXTRÊME DROITE.
NOUS LA COMBATTONS
DANS LA RUE
ET DANS LES URNES

Mais Emmanuel Macron doit prendre ses responsabilités. Il a voulu ce tête-à-tête. Son quinquennat antisocial a fait monter l'extrême droite comme jamais.

Sa proposition de porter l'âge de la retraite à 64 ou 65 ans constitue une ligne rouge. Pour que le score de l'extrême droite soit le plus faible possible, Macron doit entendre les exigences sociales qui se sont exprimées au premier tour, à commencer par la retraite à 60 ans à taux plein.

Nous ne signerons pas de chèque en blanc : pour faire entendre nos aspirations sociales et environnementales, nous nous mobiliserons le 1^{er} mai et nous voterons aux élections législatives. Plus encore, nous nous organiserons dans la durée pour faire reculer les idées racistes et les politiques austéritaires.

Notre professionnalisme primera et quoi qu'il arrive, nous refuserons de mettre en œuvre des directives discriminantes ou dangereuses pour l'intérêt général.

Pour un changement de cap social toutes et tous dans la rue le 1^{er} mai

La mobilisation du 1^{er} mai est centrale :

- pour dire que personne n'a mandat pour remettre en cause nos retraites ou pour casser à nouveau le code du Travail ;
- pour montrer la solidarité des travailleuses et des travailleurs et exiger la paix en Ukraine et la liberté en Russie ;
- pour faire entendre nos exigences sociales et environnementales.

La retraite à 64 ou 65 ans, c'est non !



Une réforme qui ne répond à aucune nécessité économique.
Les chiffres du Conseil d'orientation des retraites sont clairs : du fait des précédentes réformes régressives, la part des retraites dans le PIB va baisser. Le report de l'âge légal à 64 ou 65 ans ne répond donc pas à un besoin de financement.



Une réforme injuste qui va faire chuter les pensions.

❖ Seules 38 % des personnes de plus de 60 ans sont en emploi. Reporter encore l'âge de départ n'augmentera pas l'emploi de seniors mais fera chuter les pensions qui sont déjà de plus en plus faibles du fait des précédentes réformes. Pour un cadre, la pension totale représentait 72 % de son salaire de fin de carrière en 1990, elle n'est plus aujourd'hui que de 67,2 % et ne représentera plus que 51 % en 2062*.

❖ L'espérance de vie en bonne santé stagne à 64 ans.

*(Source : Agirc-Arrco).



La retraite à 60 ans avec 75 % de son dernier salaire c'est possible.

Pour la financer il faut par exemple : instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, mettre à contribution l'intéressement, la participation et l'épargne salariale, et augmenter les cotisations patronales.

Nous voulons :



Augmenter les salaires et reconnaître les qualifications.
L'inflation complique les fins de mois pour de plus en plus de salarié-e-s. En l'absence de mécanisme automatique de revalorisation des grilles, les qualifications sont niées et les cadres et professions intermédiaires sont toujours plus nombreux à être déclassés et payés autour du Smic, les autres étant renvoyés vers des augmentations individuelles et discrétionnaires. La CGT propose notamment de rétablir l'échelle mobile des salaires (qui existait aujourd'hui en Belgique et en France jusqu'en 1983) pour répercuter l'augmentation du Smic sur l'ensemble des salaires.



Des services publics au service de l'intérêt général.

La pandémie l'a démontré : nous avons besoin d'hôpitaux, d'écoles, de maisons de retraites, de chercheurs... Au lieu de payer des cabinets de conseil des millions d'euros pour imposer le Wall Street management, il faut donner aux agent-e-s publics les moyens de remplir leur mission d'intérêt général. Reconnaître et rémunérer les qualifications, recruter pour répondre aux besoins de la population !



Reprendre la main !

Seule-s, nous sommes enfermée-s dans l'injonction à « *se soumettre ou se démettre* ». Collectivement, nous pouvons faire changer la donne en utilisant nos savoirs et nos savoir-faire, en agissant à partir nos responsabilités professionnelles et des informations et leviers stratégiques auxquels nous avons accès. Débattons-en sur nos lieux de travail, avec nos collègues, nos ami-e-s ; syndiquons-nous pour pouvoir être professionnellement engagés et socialement responsables.

De l'argent, il y en a...

EN 2021 69,4 MILLIARDS
D'EUROS ONT ÉTÉ VERSÉS
AUX ACTIONNAIRES DU CAC40,
UN MONTANT RECORD
QUI PERMETTRAIT
DE RÉMUNÉRER 1,94 MILLION
DE SALARIÉ-E-S
AU SALAIRE MÉDIAN !

(35 804€ / an, cotisations
patronales incluses).

